

Jogishwar Singh*

***CHEVAL DE TROIE : LES STRUCTURES
SOCIALE ET ADMINISTRATIVE EN INDE***

Les médias occidentaux montrent ces temps-ci un engouement particulier pour l'Inde. Longtemps considérée comme un objet de scepticisme mélangé au ridicule, l'Inde est maintenant présentée en Occident comme l'une des puissances incontournables de la scène mondiale. David Cameron et Nicolas Sarkozy se bousculent pour soutenir l'admission de l'Inde en qualité de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Il y a certes de l'hypocrisie dans ce soutien, car les deux pays savent bien que la Chine constitue un obstacle incontournable à l'admission de l'Inde à ce siège. Donc, ils peuvent se permettre de cacher leurs vraies intentions derrière cette façade de soutien à une cause décrite comme juste, surtout pour en retirer des avantages commerciaux pour leurs sociétés. Les Indiens, si habitués à voir leur pays traité par les Occidentaux comme un espoir éternel jamais concrétisé, sont tellement captivés par ce spectacle de soutien qu'ils le prennent pour une réalité objective, oubliant les faits troublants qui continuent à caractériser la société indienne : un *analphabétisme répandu ; des inégalités sociales et économiques croissantes ; des dangers sécuritaires externes et internes en augmentation ; une corruption générale*, surtout dans les domaines politique et bureaucratique ; un *système administratif colonial et dépassé*.

Un système administratif figé dans son héritage colonial

Ayant fait partie de l'appareil administratif fédéral en Inde en qualité de haut-fonctionnaire de l'IAS (*Indian Administrative Service*), je ne comprends pas pourquoi personne ne parle d'un fait évident qui caractérise le système administratif indien, si évident qu'il devrait sauter aux yeux de n'importe qui s'intéresse à l'Inde. La bureaucratie indienne est constituée selon un modèle laissé en héritage par les colonisateurs anglais qui

* Le Docteur Jogishwar Singh - PhD (Heidelberg), D.E.S.S (Paris) - est Managing Director, Banque Privée Edmond de Rothschild à Genève.

voulaient perpétuer leur colonisation aussi longtemps que possible en Inde. Derrière la façade de la mission civilisatrice de l'Angleterre de la reine Victoria, se mit en place un système d'exploitation totale des richesses du pays. Lord Macaulay eut la franchise de clairement décrire que le but du système d'éducation en anglais en Inde n'était pas d'apporter la connaissance mais de « fabriquer » des « babous » (petits fonctionnaires) indiens à grande échelle. Les Anglais allaient occuper toutes les positions supérieures dans l'administration. Les « babous » indiens allaient constituer la main-d'œuvre au niveau bas. Les écrits contemporains anglais de cette époque décrivent les Indiens comme des « voleurs », des gens malhonnêtes auxquels il n'était pas possible de faire confiance. La totalité du système administratif installé après 1857 en Inde par les Anglais se base sur un manque de confiance envers les Indiens. Le but de ce système n'était pas d'assurer le développement du pays. Au contraire, le but était de garder le pays sous le joug colonial aussi longtemps que possible. L'administration allait tout faire pour aiguïser les divisions sociales en Inde, qu'elles soient entre les différentes religions, entre les différentes castes ou entre d'autres groupes. L'apogée de cette politique systématique fut la division du pays en Inde par le biais de la création de l'Etat du Pakistan, une tuerie générale en 1947 lors de la division du pays et la création des problèmes sécuritaires tels que le Cachemire.

Le succès du système anglais a été si marquant que même certains Indiens de nos jours vantent les soi-disant bienfaits de la colonisation anglaise. Il n'est pas rare d'entendre des Indiens anglophones prônant les vertus du système ferroviaire laissé par les Anglais, ainsi que celles de leur système d'éducation. Un fait semble échapper totalement aux écrits occidentaux sur l'Inde. Et, pourtant, il devrait être si évident. Le mécanisme de livraison des services étatiques (*delivery system*) est dirigé par la bureaucratie de l'IAS. Celui-ci est un successeur direct de l'ICS (*Indian Civil Service*), établi par les colonisateurs pour renforcer leur mainmise sur ce grand pays. La couleur de peau du « Sahib » (maître) changea en 1947, mais pas sa mentalité. L'appareil bureaucratique indien d'aujourd'hui garde soigneusement les symboles de pouvoir laissés par les Anglais : des lumières rouges sur leurs voitures de fonction, des maisons officielles, une attitude hautaine méprisante envers les gens ordinaires, une corruption généralisée, un sentiment de pouvoir sur la collectivité et la conviction que tout leur est dû. Ce mécanisme est censé livrer les prestations pour diminuer la pauvreté, améliorer les conditions générales de vie et assurer une structure sociale moins inégale.

Il est évident que plus il y a du développement économique dans une société, moins les gens auront tendance à accepter les comportements arrogants de la bureaucratie gouvernementale. Si l'appareil administratif

indien devait œuvrer sincèrement à améliorer la condition sociale et économique de la population indienne en générale, moins cette dernière accepterait les décisions arbitraires et les privilèges de la bureaucratie. En assurant un développement économique et social de la masse de la population, la bureaucratie indienne, dans un certain sens, couperait la branche sur laquelle elle est assise avec ses privilèges et son sentiment de supériorité intellectuelle. Je laisse aux lecteurs le soin de juger si une telle attente est réaliste. Combien parmi nous seraient motivés à œuvrer pour que nos propres privilèges soient réduits ? Le système administratif indien actuel, basé sur un système colonial exploiteur, n'est pas motivé pour assurer l'élimination des inégalités sociales qui constituent un danger pour la sécurité du pays. L'une de ces inégalités principales est le système des castes, présent depuis des millénaires en Inde.

Les castes : bases d'inégalité sociale sanctifiée

Il existe des écrits innombrables sur le système des castes en Inde, d'ailleurs formellement abolies par la Constitution indienne, promulguée en 1950. Et pourtant, du haut en bas de toute la société indienne, les appartenances aux castes dirigent le destin d'une grande partie de la population indienne. L'explosion des médias audio-visuels en Inde commence à mettre en avant les effets néfastes de ce système inégalitaire. Il n'y a pas un jour sans que les canaux télévisuels indiens ne mentionnent des cas de sévices infligés par les conseils de castes (*Khap Panchayat*), qui n'hésitent même pas à infliger les peines de mort aux membres de leur caste qui osent se marier avec une personne d'une caste différente. Il existe maintenant, à l'exemple de CNN, des canaux de télévision qui diffusent de l'information 24 heures sur 24 : ils relèvent souvent des cas d'atrocités commises par les gens de hautes castes contre ceux de basses castes. Mais, ils relèvent aussi des répliques sanglantes par des gens de basses castes. Le système social indien subit de plein fouet l'impact des communications modernes. Une estimation récente démontre qu'il y a plus de téléphones portables en Inde que de toilettes disponibles. La société indienne fournit un cas intéressant parce qu'elle reste figée avec certaines de ses inégalités traditionnelles, tout en bougeant à grande vitesse dans certains secteurs tels que l'informatique. D'ailleurs, plusieurs amis actifs dans ce secteur me disent qu'il a pu se développer si rapidement parce que la bureaucratie indienne n'en était pas consciente. Ce secteur s'est développé non pas grâce à la bureaucratie mais bien malgré elle.

Les origines mythiques

A titre de rappel, le système de castes constitue une caractéristique fondamentale de la société hindoue. Les brahmanes constituent le sommet de sa hiérarchie, étant issus de la tête du dieu Brahma, le créateur. Les

kshatriyas (les rois et les guerriers) sont au deuxième rang, étant issus de la poitrine du créateur. Les *vaishyas*, la caste de commerçants, occupent le troisième rang, étant issus de la cuisse du créateur, tandis que les *shudras*, les artisans, occupent le dernier rang, étant issus des pieds du créateur. Les « intouchables », qui exécutent les travaux les plus difficiles et les plus sales, étant exclus de cette classification sociale, ne sont donc pas comptés dans une société qui ne les considère pas comme lui appartenant. Le système de castes est le système d'inégalité le plus pernicieux qui soit, car il jouit d'une légitimation religieuse. Il est si fort que même les religions prônant l'égalité des êtres humains n'y échappent pas (le sikhisme, le bouddhisme). Même les religions venues de l'extérieur de l'Inde (le christianisme, l'islam) démontrent les préjugés de castes en Inde, malgré leurs croyances de base qui interdisent toute inégalité parmi les croyants de la même religion. Les croyances égalitaires n'arrivent pas à vaincre ce système profondément ancré comme base de la structure sociale en Inde.

La menace naxalite

Cependant, un fait nouveau commence à se profiler depuis 1967 en Inde. Il s'agit de la montée d'une insurrection nommée le mouvement « naxalite », car il fut lancé en 1967 depuis un petit village nommé Naxalbari dans la province du Bengale occidental en Inde. Ce mouvement fut vite réprimé là-bas, avec l'utilisation massive de la force répressive disponible au gouvernement indien. Mais il ne fut jamais éliminé. Il se présente comme la monstrueuse hydre de la mythologie grecque, dont les têtes naquirent aussi rapidement qu'elles furent détruites. La flambée de ce mouvement naxalite ces dernières années constitue, selon les paroles du Premier ministre indien, le Dr Manmohan Singh, la menace la plus sérieuse pour la sécurité de l'Inde. Cette menace naxalite est un facteur très important de la sécurité indienne actuelle.

La plupart des écrits sur la sécurité de l'Inde se focalisent toujours sur les relations de l'Inde avec la Chine, le Pakistan, le problème du séparatisme au Cachemire, les attaques terroristes lancées à divers endroits en Inde par les terroristes téléguidés par le Pakistan. Les analystes focalisaient beaucoup moins sur les insurrections périodiques qui ont secoué la plupart des provinces de l'est de l'Inde (Assam, Mizoram, Nagaland, Manipur, Tripura). Même aujourd'hui, la Chine ne reconnaît pas la province d'Arunachal Pradesh comme territoire indien et réclame son rattachement au territoire chinois. La dernière version des cartes géographiques présentées par un site du gouvernement chinois désigne l'Arunachal Pradesh comme territoire chinois, ainsi que la région d'Aksai Chin, territoire indien occupé par les soldats chinois depuis la brève guerre sino-indienne d'octobre 1962. L'armée chinoise avait infligé une défaite humiliante à l'armée indienne pendant cette guerre, durant laquelle la Chine

occupa des grands morceaux de territoire indien, dont elle évacua une partie mais pas l'Aksai Chin et certaines autres portions le long de la frontière himalayenne. La route liant les provinces de Xinjiang et Tibet passe à travers l'Aksai Chin, donc la Chine ne l'a jamais évacuée. Toutes les gesticulations indiennes n'ont servi à rien.

Plusieurs négociations récentes entre la Chine et l'Inde n'ont jamais débouché sur un règlement définitif du différend territorial entre ces deux géants asiatiques. La flambée de l'insurrection naxalite, maintenant décrite comme une insurrection maoïste, pourrait constituer une autre corde de l'arc des menaces chinoises contre l'Inde. Des spécialistes des questions de sécurité, comme M. Ajay Sahni, commencent à traiter la problématique de l'insurrection maoïste comme un problème majeur de la sécurité du pays. Jusqu'à maintenant le public indien accordait peu d'importance aux maoïstes, car les régions touchées par leur insurrection étaient lointaines des centres urbains tels Kolkata, New-Delhi, Mumbai, Chennai ou Bangalore. Les classes urbaines sont maintenant contraintes d'y prêter plus d'attention, car les maoïstes frappent de plus en plus près des centres urbains, que ce soit en Andhra Pradesh ou en Karnataka, dont les capitales Hyderabad et Bangalore comptent parmi les villes lumières du progrès récent en Inde, surtout pour le secteur d'IT. En fait, la ville de Hyderabad est appelée Cyberabad dans la presse indienne.

Dès lors que l'insurrection maoïste commence à frapper la conscience des classes urbaines, l'opinion publique commence aussi à en prendre conscience. Presque chaque semaine, il y a des débats à la télévision sur le problème posé par l'insurrection naxalite. Plusieurs intellectuels connus, comme Mme Arundhati Roy, lauréate du prix anglais de littérature « *Booker Prize* », a écrit plusieurs articles soutenant les réclamations des rebelles naxalites. Pas plus tard que le 17 octobre 2010, lors d'une réunion à Jalandhar au Pendjab, Mme Roy appela les intellectuels et d'autres gens à résister aux opérations lancées par l'Etat contre les insurgés, par exemple, l'opération « *Green Hunt* » (chasse verte). Elle qualifia la lutte des naxalites comme une nécessité. Elle admira la lutte des gens pauvres vivant dans les forêts contre des grandes sociétés commerciales qui cherchaient à leur prendre leurs terrains, afin de les exploiter. Elle dit que l'Etat indien combattait son propre peuple depuis 60 ans, utilisant l'armée et la police afin de les subjuguier. Elle nomma les provinces de Manipur, Nagaland, Pendjab, Cachemire, où l'armée et la police furent utilisées afin d'écraser les luttes armées. Elle appela le gouvernement à changer le préambule de la Constitution indienne. Le pays devrait être appelé « *Upper Caste Hindu Republic* » (République hindoue des hautes castes).

Adressant la même réunion, M. Himanshu Kumar, un intellectuel connu, un dirigeant du mouvement contre l'opération « *Green Hunt* », dit qu'il

craignait que chaque partie du pays allait bientôt devenir Dantewada (un endroit dans la province de Chhatisgarh, où 75 soldats indiens furent tués par les maoïstes en été 2010 dans une embuscade). Il dit qu'il s'était rendu partout en Inde. Il avait vu tant de frustration parmi le peuple qu'il lui semblait qu'une lutte générale était en préparation.

Accélération des attaques armées

Cette année les Naxalites ont massacré plus de 500 soldats des forces paramilitaires indiennes, surtout ceux de la CRPF (*Central Reserve Police Force*), une force fédérale chargée du maintien de l'ordre dans différentes parties de l'Inde. Les soldats de la CRPF ont été tués dans des embuscades tendues par la guérilla maoïste dans les provinces de Chhatisgarh, Orissa, Andhra Pradesh et Jharkhand. Toutes ces provinces contiennent des richesses minérales considérables. Une lutte sans merci est en cours dans ces régions de part et d'autre.

Le gouvernement fédéral promet des opérations massives et coordonnées contre les maoïstes dans les provinces affectées par l'insurrection. Il envisage l'utilisation de l'armée contre les insurgés, avec des frappes aériennes par hélicoptère. Mais, jusqu'à maintenant, ces mesures n'ont, heureusement, pas été mises en œuvre. L'armée indienne est déjà complètement déployée le long des frontières « chaudes » avec le Pakistan et la Chine, ainsi que dans toutes les provinces du nord-est de l'Inde (Assam, Nagaland, Mizoram, Manipur, Tripura, Arunachal Pradesh), proie depuis les années 1950 d'insurrections périodiques. Selon Ajai Sahni, ce qui est fascinant dans les palabres du gouvernement est leur simplicité exquise et leur séparation totale de la réalité. Ce serait déjà un miracle si l'Etat indien arrivait à restaurer l'administration civile dans les vastes parties de l'Inde rural où les maoïstes n'ont aucune présence, mais où pratiquement l'appareil de gouvernement a disparu. Certaines de ces régions ne sont qu'à un jet de pierre de New-Delhi. Les différentes stratégies proposées ne sont que théoriques, sans rapport avec les capacités, ressources et les conditions sur le terrain.

Selon un article - *India's Maoists and the Dreamscape of Solutions* - d'Ajai Sahni (www.satp.org/satporgtp/ajaisahni/10-AS-3Seminar.htm), 55 districts dans neuf provinces indiennes étaient classés comme *maoist affected* (en proie au maoïsme). En 2009, selon le ministre indien de l'Intérieur, M. P. Chidambaram, ce chiffre avait grimpé à 223 districts dans 20 provinces. Les dirigeants maoïstes proclament avec confiance que les Naxalites vont s'établir en davantage de régions, mobiliser plus de masses et démontrer plus de dynamisme. Selon M. Sahni, cette estimation maoïste, aussi irréaliste soit-elle, ne peut pas masquer le fait que les solutions adressées à ce problème ne fonctionnent pas.

Il y a 636 districts en Inde. Le ministre de l'Intérieur a clarifié la violence naxalite touche régulièrement à peu près 400 stations de police d'environ 90 district dans 13 provinces (l'Inde ayant un total de 14 000 stations de police). Néanmoins, 90 districts subissant la violence consistante dépassent de loin le chiffre de 55 districts touchés en 2003. L'expansion régulière des réseaux maoïstes et l'extension calibrée de leur violence suggèrent un échec stratégique important de la part de l'Etat. M. Sahni ne mâche pas ses mots. Selon lui, tous les efforts de l'Etat indien contre cette insurrection sont restés doctrinaires, sans aucune référence à la réalité des moyens disponibles, à une stratégie cohérente dans laquelle ses capacités seraient intégrées et comment elle devrait être mise en œuvre. La carte ci-dessus démontre ce qui est maintenant décrit comme un couloir rouge (*Red Corridor*), composé des districts touchés par la présence des naxalites ; il commence à la frontière avec le Népal, parcourt les Etats de Bihar, Jharkhand, Orissa, Chhatisgarh, Andhra Pradesh, allant même jusqu'à Karnataka, avec Bangalore comme capitale, le centre des prouesses indiennes en IT.

Dans les deux dernières années, l'insurrection maoïste en Inde s'est intensifiée. Elle commence à attirer une attention particulière au niveau national, même international, presque une attention consacrée avant uniquement au Cachemire ou aux provinces du nord-est. Cette insurrection de guérilla est menée pour la plupart depuis les forêts de l'Inde centrale et orientale. Les insurgés proclament qu'ils luttent pour défendre les droits des pauvres sans terre. Ils désirent établir un Etat communiste. Ils rejettent la Constitution indienne comme une charte de la domination des pauvres par les riches. Dans plusieurs provinces, des milices privées, ainsi que des groupes de justiciers (*vigilantes*), souvent sponsorisés par le gouvernement, ont vu le jour, afin de lutter contre les naxalites/maoïstes. Ils recrutent les villageois de force.

Ainsi, les villageois se trouvent piégés entre le marteau des naxalites et l'enclume de ces milices privées. Des dizaines des milliers de villageois ont été déplacés par le combat entre les naxalites et les forces gouvernementales. Dans une des provinces les plus touchées, le Chhatisgarh, plus que 40 000 gens tribaux ont été déménagés dans les camps gouvernementaux complètement inadaptés. Il y a une guerre civile dans cette région. Par exemple, la guérilla maoïste massacra 75 soldats de la force CRPF à Dantewada en été 2010 dans une embuscade. D'autres embuscades semblables ont coûté la vie à plus de 300 policiers. Les naxalites ont établi des tribunaux populaires dans plusieurs districts dans les régions qu'ils contrôlent, des régions qui échappent au contrôle du gouvernement. Des policiers n'osent même plus entrer dans ces régions. Plusieurs combats en 2010 ont démontré que les naxalites sont mieux armés

que les policiers. Ceux-ci sont envoyés au combat sans connaissance appropriée du terrain, sans formation adéquate, sans armes adéquates et sans le soutien de la population locale, vouée à la cause des naxalites soit par conviction soit par manipulation violente.

*

Même une analyse superficielle des structures administrative et sociale de la société indienne démontre que les insurgés naxalites jouissent d'un vaste réservoir de soutien, du fait des inégalités sociales et culturelles, si profondément ancrées en Inde. Les analystes occidentaux devraient être plus attentifs au fait cardinal que de telles inégalités risquent de fournir des jeunes cadres à l'insurrection maoïste en Inde. Il a souvent été dit que les croyances religieuses, avec leur lot de fatalisme profond, empêchaient les Indiens pauvres de se révolter contre les inégalités de la société indienne. Le progrès de l'Internet, des médias, de l'industrie du *software* et de la globalisation dans les cinq dernières années commence à bousculer cette donne. Le tableau suivant, tiré du dernier recensement général en Inde en 2001 (les recensements se font tous les 10 ans), indique les proportions de la population des basses castes, dénommés « *Scheduled Castes* », car leur classification se trouve dans une annexe (« *Schedule* ») de la Constitution indienne ; terminologie qu'il faut connaître pour mieux comprendre la réalité indienne.

Le tableau ci-contre montre que le pourcentage des basses castes est très élevé dans les provinces les plus touchées par l'insurrection maoïste/naxalite. La population indienne est jeune, à peu près 35 % entre 18 et 35 ans. Ce qui fait dire à plusieurs analystes que l'avenir économique de l'Inde est plus prometteur que celui de la Chine, cette dernière ayant une population vieillissante. Mais, les jeunes fournissent aussi les recrues en Inde pour l'insurrection naxalite.

Les progrès de l'éducation rendent les jeunes des castes et des couches sociales désavantagées moins susceptibles d'accepter les inégalités flagrantes que leurs parents ou ancêtres acceptaient avec fatalisme. La croissance rapide des centres de téléphonie (*Call Centers*) et des sociétés d'IT commence à créer ce qu'on peut appeler une révolution des attentes croissantes (*Revolution of rising expectations*). Les gens travaillant dans ce secteur commencent à épouser des partenaires originaires d'autres castes, cassant le carcan imposé par la structure sociale rigide de leurs parents. Pour l'instant, le fossé entre les riches et les pauvres, loin de diminuer, se creuse davantage en Inde. Pendant qu'un grand industriel construit sa maison pour plus de 300 millions de dollars à Mumbai, des centaines d'enfants meurent de faim dans la province de Madhya Pradesh en Inde centrale.

STATE-WISE SCHEDULED CASTE POPULATION AND ITS PERCENTAGE TO TOTAL POPULATION-2001 CENSUS

SL. NO.	STATE/UNION TERRITORY	Scheduled Caste Population			%age SC Population to Total Population		
		Males	Females	Person	Males	Females	Person
1	2	3	4	5	6	7	8
1	ANDHRA PRADESH	6228011	6111485	12339496	16.17	16.22	16.19
2	ARUNACHAL PRADESH	3590	2598	6188	0.62	0.50	0.56
3	ASSAM	943674	882275	1825949	6.85	6.85	6.85
4	BIHAR	6784676	6263932	13048608	15.69	15.76	15.72
5	CHHATISGARH	1213194	1205528	2418722	11.58	11.64	11.61
6	GOA	12047	11744	23791	1.75	1.78	1.77
7	GUJARAT	1866283	1726432	3592715	7.07	7.11	7.09
8	HARYANA	2188585	1902525	4091110	19.26	19.45	19.35
9	HIMACHAL PRADESH	763333	738837	1502170	24.72	24.71	24.72
10	JAMMU & KASHMIR	403256	366899	770155	7.52	7.67	7.59
11	JHARKHAND	1640583	1548737	3189320	11.82	11.86	11.84
12	KARNATAKA	4339745	4224185	8563930	16.13	16.28	16.20
13	KERALA	1525114	1598827	3123941	9.86	9.77	9.81
14	MADHYA PRADESH	4804881	4350296	9155177	15.28	15.05	15.17
15	MAHARASHTRA	5063062	4818594	9881656	10.05	10.37	10.20
16	MANIPUR	29934	30103	60037	2.73	2.81	2.77
17	MEGHALAYA	5920	5219	11139	0.50	0.46	0.48
18	MIZORAM	212	60	272	0.05	0.01	0.03
19	NAGALAND	0	0	0	0.00	0.00	0.00
20	ORISSA	3073278	3008785	6082063	16.47	16.58	16.53
21	PUNJAB	3714350	3314373	7028723	28.60	29.14	28.85
22	RAJASTHAN	5067679	4626783	9694462	17.23	17.08	17.16
23	SIKKIM	13807	13358	27165	4.79	5.29	5.02
24	TAMILNADU	5932925	5924579	11857504	18.89	19.11	19.00
25	TRIPURA	283186	272538	555724	17.24	17.50	17.37
26	UTTAR PRADESH	18502838	16645539	35148377	21.13	21.17	21.15
27	UTTARACHAL	780772	736414	1517186	18.05	17.69	17.87
28	WEST BENGAL	9469659	8982896	18452555	22.84	23.21	23.02
29	A & N ISLANDS	0	0	0	0.00	0.00	0.00
30	CHANDIGARH	86187	71410	157597	17.00	18.14	17.50
31	D & N HAVELI	2159	1945	4104	1.77	1.97	1.86
32	DAMAN & DIU	2498	2340	4838	2.70	3.56	3.06
33	DELHI	1265182	1078073	2343255	16.63	17.27	16.92
34	LAKSHADWEEP	0	0	0	0.00	0.00	0.00
35	PONDICHERRY	78140	79631	157771	16.05	16.34	16.19
	INDIA	86088760	80546940	166635700	16.18	16.22	16.20

Source: Primary Census Abstract : Census of India 2001

Il est évident que l'Inde, par sa taille, par ses ressources et par sa jeune population, jouera un rôle important sur la scène mondiale dans les années à venir. Mais, il ne faut pas le voir avec des lunettes teintées de rose. Il faut être conscient de l'inadéquation de ses structures sociales et administratives par rapport à ses objectifs ambitieux de jouer dans la cour des grandes puissances. Pour débloquer son vrai potentiel, l'Inde doit remanier la totalité de ses structures : politique, sociale et administrative. Pour l'instant, je ne vois aucune diminution dans la puissance de la bureaucratie indienne qui continue à être calquée sur des bases coloniales dépassées et caduques. Les jeunes frustrés par la cupidité de cette bureaucratie n'auront pas d'autres recours : soit fuir le pays vers le Canada, l'Australie ou les Etats-Unis, soit se joindre aux mouvements d'insurrection, tels que ceux qui se propagent dans plusieurs provinces. Toute personne qui ignore ce fait cardinal ne comprend pas grand-chose de la réalité indienne actuelle.

Les structures sociale et administrative en Inde constituent **un cheval de Troie** qui donne la possibilité aux ennemis de ce pays, comme le Pakistan ou la Chine, d'exploiter la frustration de la jeunesse, mise face à un régime corrompu, vénal et plus motivé à enrichir les puissants que de garantir une meilleure vie à la vaste majorité des pauvres, certes ambitieux mais dépourvus des structures qui leur donneraient la possibilité de mieux réaliser leurs espoirs et leurs attentes.